



LES FAITS MARQUANTS DE LA CDP-7 DE LA CCD LUNDI 24 OCTOBRE 2005

Les participants à la CdP-7 se sont réunis dans le segment spécial, le matin et l'après-midi, pour entendre les déclarations liminaires. Le lancement de TerreAfrique a eu lieu dans l'après-midi. La plénière s'est réunie dans une session de l'après-midi pour considérer l'intégration, dans l'ordre du jour, d'un point supplémentaire consacré à la procédure devant régir la sélection du Secrétaire Exécutif de la CCD. Des groupes de contact se sont réunis pour examiner: les programme et budget; le projet de décisions du Comité pour l'Examen de l'Application de la Convention (CRIC-4); les unités de coordination régionale (UCR); et le rapport de l'Unité d'Inspection Conjointe (UIC).

REUNION SPECIALE

CEREMONIE D'OUVERTURE: Andrew Kiptoon, Représentant Permanent du Kenya près du PNUE, a ouvert, le matin, la réunion spéciale qui a démarré avec un spectacle culturel donné par des artistes Kenyans.

Grace Gathoni, un élève âgé de 12 ans, a livré un message contenant les attentes des jeunes et a récité un poème mettant en exergue le rôle de l'éducation et de la formation dans la lutte contre la désertification.

Abdulai Arbele, un ancien de la Communauté Rendille, au Kenya, a parlé de la manière dont la désertification affecte les moyens de vivre des pasteurs et a mis en exergue l'impact des changements environnementaux causés par l'abattage des arbres sur l'eau et les pâturages dont vit leur cheptel.

Le Secrétaire Exécutif de la CCD, Hama Arba Diallo, a livré, de la part du Secrétaire Général de l'ONU, Kofi Annan, un message soulignant la nécessité d'actions plus concertées et de ressources financières pour la lutte contre la désertification. Signalant que l'Assemblée Générale de l'ONU a proclamé 2006, Année Internationale des Déserts et de la Désertification, le Secrétaire Général a encouragé les parties à multiplier les efforts fournis dans le cadre de la lutte contre la désertification, et a indiqué qu'il est temps de donner une impulsion majeure à la mise en application de la Convention.

Souhaitant aux délégués la bienvenue au Centre des Nations Unies à Nairobi, le Directeur Exécutif du PNUE, Klaus Töpfer, a précisé que de nombreux moyens de subsistance dépendent des services écosystémiques, et que la lutte contre la désertification est cruciale pour la concrétisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

José A. D. Duque, Ministre cubain des Sciences, des Technologies et de l'Environnement et Président de la CdP-6, a appelé les pays à agir promptement en vue de réaliser les objectifs de la Convention, et a affirmé "qu'un monde meilleur est possible."

Wangari Maathai, Lauréate du Prix Nobel de la Paix de 2004, a déclaré que c'est plutôt la volonté politique que les ressources financières, qui constitue la solution de la lutte contre la désertification, et a mis en relief les liens entre désertification et changements climatiques.

Stephen Kalonzo Musyoka, Ministre kenyan de l'Environnement et des Ressources Naturelles et Président de la CdP-7, a souligné que la CCD est un outil important pour la réalisation des

objectifs du Sommet Mondial du Développement Durable. Il a suggéré d'habiliter les organes de la Convention, y compris laisser le CRIC fonctionner de manière permanente, et a encouragé la mise en application des recommandations contenues dans le rapport de l'Unité d'Inspection Conjointe concernant les activités du Secrétariat.

Mwai Kibaki, Président de la République du Kenya, a souhaité la bienvenue aux délégués et a félicité le Secrétariat de la CCD pour le travail accompli dans l'avancement des objectifs de la Convention. Il a indiqué que le résultat de la session aura une incidence directe sur le Kenya et tous les autres pays touchés et sur la concrétisation des OMD. Il a appelé à une recherche ciblée sur l'érosion des sols et à un soutien financier et technique accru pour l'Initiative Environnementale du NEPAD, ainsi qu'à des programmes d'action applicables à différents niveaux. Il a souligné que le principal défi réside dans la traduction des obligations relevant de la Convention en mesures concrètes, et a encouragé la CdP à adopter des recommandations pratiques.

DECLARATIONS DES AGENCES DES NATIONS

UNIES ET DES GROUPES REGIONAUX: L'après-midi, les délégués ont entendu les déclarations des agences des Nations Unies et des groupes régionaux. Le Fonds pour l'Environnement Mondial a mis l'accent sur l'impact mondial potentiel sur l'érosion des sols, et a précisé que la quatrième phase du FEM continuera à soutenir le travail de la CCD dans ce domaine. Le Fonds International pour le Développement Agricole (FIDA) a déclaré qu'il est engagé en faveur du soutien de la CCD, et a appelé les parties prenantes à se joindre aux partenariats pour engager un nouvel investissement dans la mise en application de la CCD. Le PNUD a appelé à une focalisation sur les interconnexions entre les accords environnementaux multilatéraux (AEM) et les OMD, ainsi qu'à l'adoption d'une approche fondée sur les droits dans le traitement de la réforme des régimes fonciers.

La CDB a souligné les conséquences d'une érosion rapide de la biodiversité sur les services écosystémiques et les synergies entre les AEM dans les domaines liés à la lutte contre la désertification. L'UNFCCC a décrit les liens étroits qui existent entre les changements climatiques et la désertification, et l'importance de la prochaine CdP-11 de l'UNFCCC, à Montréal.

CUBA, au nom du G-77/CHINE, a souligné que la création d'opportunités économiques dans les zones arides n'est qu'un moyen au service de l'objectif plus important consistant à atteindre une amélioration des conditions sociales. Le Royaume-Uni, a souligné que la CCD met en lumière les liens entre la pauvreté et l'érosion des terres, et a affirmé qu'elle est une instance unique pour la diffusion des bonnes pratiques. Le délégué a ajouté que l'intégration des objectifs de la CCD dans les plans de développement nationaux permettra de promouvoir l'accès aux ressources. La CONFERENCE MINISTERIELLE AFRICAINE SUR L'ENVIRONNEMENT a souligné l'impact de l'érosion des sols en Afrique sur la sécurité alimentaire, a indiqué que les pays industrialisés n'ont pas été en mesure de soutenir le Secrétariat de manière adéquate, et a proposé que le CRIC devienne un organe permanent de la CdP.

L'ARABIE SAOUDITE, au nom du Groupe Asiatique, a présenté un rapport sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre des programmes d'action nationaux en Asie, a mis en relief



le renforcement des capacités pour le traitement de l'érosion des sols, et a appelé les pays industrialisés et les agences internationales à apporter leur assistance aux pays touchés.

L'ARGENTINE, au nom du GRULAC, a appelé à une recherche sur les écosystèmes pour trouver des solutions à la gestion des terres sèches et des systèmes de production écologiquement rationnels pour le développement durable. Le délégué a exhorté les pays industrialisés à renouveler leur engagement en faveur de la Convention et a souligné l'importance de l'établissement d'objectifs mesurables et de la mise à disposition de ressources financières pour la mise en application de la Convention.

Soo-hwa Lee, Vice-ministre coréen des Forêts, a affirmé l'engagement continu de son pays en faveur de l'application de la CCD, et a exprimé l'intérêt que son pays accorde à l'accueil de la CdP-8.

LANCEMENT DE TERREAFRIQUE: La Nouvelle Alliance pour la Lutte Contre l'Erosion des Sols en Afrique (TerreAfrique) a été lancée dans l'après-midi. Introduisant l'initiative, le Président Musyoka a donné un aperçu sur la focalisation de TerreAfrique sur les pays sub-sahariens africains.

Le Président Musyoka a ensuite livré, de la part d'Olukorede Willoughby, Directeur Exécutif Adjoint du NEPAD, une déclaration soulignant le rôle du NEPAD dans TerreAfrique, et, au nom de l'Union Africaine, a appelé au soutien de la lutte contre l'érosion des sols en Afrique.

Iyorcha Ayu, Ministre de l'Environnement du Nigeria, a souligné qu'il s'agit là d'un nouveau modèle pour la participation des parties prenantes et pour la canalisation de l'investissement dans la région.

Laurent Sedego, Ministre burkinabé de l'Environnement, a jugé l'initiative comme étant un vrai partenariat pour les efforts collectifs et la mobilisation de fonds supplémentaires.

Len Good, Président Directeur Général du FEM, a souligné que le traitement de l'érosion des sols exige des décisions cohérentes à tous les niveaux. Il a indiqué que le FEM fournira des ressources financières importantes à l'initiative.

Cyril Enweze, Vice-président du FIDA, a souligné que TerreAfrique édifie un nouveau paradigme en traitant le problème de l'érosion des sols à travers l'agriculture durable, le partenariat et la coopération, et a déclaré que TerreAfrique contribuera à l'amélioration des moyens de subsistance des pauvres en Afrique subsaharienne.

J. Warren Evans, Chef du Département Environnement à la Banque Mondiale, a souligné la nouvelle dimension de TerreAfrique en tant qu'espace de partenariat et d'actions collectives dans le traitement de l'érosion des sols et la mobilisation de ressources financières.

Le Secrétaire Exécutif de la CCD, Diallo, a déclaré que TerreAfrique est un modèle alternatif pour l'agriculture durable, et qu'il aidera à mieux canaliser le financement destiné à la lutte contre l'érosion des terres. Il a appelé l'ensemble des parties prenantes à s'engager dans l'intégration de l'érosion des sols dans les programmes de développement.

PLENIERE

Le Président Musyoka a présidé la session plénière de l'après-midi, consacrée à l'examen de la proposition d'ajouter à l'ordre du jour un point supplémentaire portant sur la procédure à suivre dans la sélection du Secrétaire Exécutif de la CCD. La JAMAÏQUE, au nom du G-77/CHINE, a appelé les partisans à retirer la proposition. Le JAPON a apporté son appui à la proposition, précisant qu'elle vise à garantir un processus de sélection fluide. L'UE, avec les ETATS-UNIS, a souligné que la proposition était soumise au Secrétariat, conformément aux règles pertinentes de la CCD.

Faisant état de l'absence de consensus, le Président Musyoka a suggéré de poursuivre les concertations sur ce sujet, et a reporté son examen à la prochaine session plénière.

GROUPES DE CONTACT

PROGRAMME ET BUDGET: Ce groupe de contact s'est réuni toute la journée pour l'examen du projet de décision concernant les programmes et budget de la biennale 2006-2007. Différentes alternatives ont été proposées concernant le libellé consacré à la question des fluctuations monétaires.

Au sujet de la devise des cotisations: plusieurs pays industrialisés ont demandé à la CdP de considérer l'adoption d'une budgétisation en Euro et d'un système de cotisation fondée sur une monnaie unique, à partir de la biennale 2008-2009. Plusieurs pays en développement ont proposé d'attendre les résultats du groupe sur les UIC avant de prendre une décision.

Au sujet du budget au titre de 2006-2007, un groupe de pays industrialisés a suggéré l'insertion d'un libellé stipulant que le Secrétariat ne l'a pas élaboré conformément à la décision de la CdP-6. Un groupe de pays en développement a fait objection à cette suggestion.

Au sujet des ressources pour la mise en application de la CCD, un groupe de pays industrialisés a préféré un libellé stipulant qu'elle ne requiert pas l'accroissement automatique du budget du Secrétariat. Un groupe de pays en développement a souligné la nécessité de se concentrer sur les ressources indispensables à la mise en application.

Au sujet des arriérés, une délégation a demandé le remplacement du terme "arriérés" par le terme "contributions volontaires". Plusieurs participants ont suggéré "impayés relevant des contributions du barème indicatif". Les paragraphes consacrés aux contributions non honorées, ont été placés entre crochets.

Plusieurs pays industrialisés ont suggéré l'insertion d'un libellé stipulant que la décision concernant la taille du budget central ainsi que le pourcentage minimum des contributions déterminées à titre indicatif, ne peut être prise que par la CdP. Plusieurs autres ont suggéré l'application des recommandations figurant dans le rapport des auditeurs.

UNITES DE COORDINATION REGIONALES: Le groupe de contact a considéré un projet de décision révisé concernant les UCR, soumis par le président Mohammed Ismail (Tunisie). Le débat s'est focalisé sur l'endossement des fonctions des UCR et sur l'intégration de leur coût dans le budget central de la CCD. En raison de la divergence, plusieurs participants ont suggéré d'établir un groupe de travail spécial pour l'examen de la question des fonctions des UCR et de formuler des recommandations à la CdP-8. La conduite d'une étude comparative sur les avantages offerts par les divers mécanismes disponibles pour la coordination régionale, a également été proposée, mais aucun accord n'a été atteint.

EXAMEN DE LA CONVENTION: Le groupe de contact sur l'examen de l'application de la convention s'est réuni toute la journée pour examiner les questions ayant trait aux cinq projets de décisions. Au sujet de la prise en considération des ajustements nécessaires au processus d'élaboration et aux programmes d'action inscrits dans le cadre de la mise en application, y compris l'examen de la mise en œuvre améliorée des obligations relevant de la convention, le débat sur la promotion et le financement de l'élaboration des repères et indicateurs. Au sujet de l'amélioration des procédures régissant la communication et l'établissement des rapports, un groupe a proposé que les réunions officielles du groupe de travail soient tenues dos à dos avec les réunions du CRIC, pour améliorer la participation des délégations de taille réduite. Au sujet de la mobilisation des ressources pour la mise en application de la Convention, la discussion s'est centrée sur l'engagement, de la part des pays industrialisés, d'affecter 0,7 pourcent de leur PNB à l'aide publique au développement destinée aux pays en développement. Le groupe a poursuivi la discussion sur la collaboration avec le FEM, plusieurs pays s'opposant à la demande d'apporter des modifications au Mémorandum d'Entente figurant en annexe. Le groupe a examiné également un projet de décision consacré au programme de travail à la CRIC-5.

RAPPORT DES UNITES D'INSPECTION

CONJOINTES: Le groupe de contact sur les UIC, présidé par Sem T. Shikongo (Namibie), s'est réuni dans la soirée et a tenu un débat d'ordre général. Les délégués ont estimé que le rapport est complet et qu'il fournit l'occasion d'élaborer une nouvelle vision stratégique pour la Convention.

DANS LES COULOIRS

La déclaration éclatante donnée par le Président kenyan, Mwai Kibaki, à la réunion spéciale de haut niveau a conféré une dynamique à la réunion. Selon certains délégués, elle a aidé à contrebalancer le sentiment que l'engagement politique déçu est la raison pour laquelle la CdP-7 n'a pas attiré le nombre de ministres que certains participants espéraient voir. Les délégués africains et autres ont trouvé de l'inspiration dans la déclaration livrée par le président de la CdP, Musyoka, qui a délinéé succinctement une feuille de route stratégique pour l'application de la Convention.

Le lancement de TerreAfrique — initiative perçue par beaucoup comme étant une plate-forme robuste pour la coopération et le financement — a été un autre fait saillant de la journée. Un délégué a été entendu faire observer que la promesse du FEM à apporter, à l'initiative, un appui financier important, est un indice qu'après tout, les partenariats et les efforts collectifs sont en mesure de canaliser l'avantage de ressources.